

## FEDERATION DES FINANCES

## La saignée des emplois se poursuit!

Le gouvernement a dévoilé le volet dépenses du projet de budget 2012, et a confirmé sa volonté de poursuivre sa politique de suppressions d'un emploi de fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Les ministères économique et financier sont, encore une fois, parmi les plus touchés par cette hémorragie des emplois publics.

Avec respectivement pour le ministère de l'économie, des finances et de l'indutrie - 245 et pour le ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'état – 2870, le taux de non remplacement atteint pour certaines directions 70%.

Depuis maintenant plus de dix ans, ce sont près de 24 000 emplois qui ont été supprimés dans les directions rattachées à Bercy, soit 15% des effectifs!

A ce jour, aucun bilan n'est venu démontrer l'efficacité des réformes engagées depuis 5 ans (et pour cause !) : création de la DGFIP, suppression de la moitié des bureaux de dédouanement, éclatement de la DGCCRF, dispersion des services de l'industrie, délocalisation de l'INSEE, développement de Chorus, etc....

Et pourtant, les ministres s'entêtent dans leur politique de destruction des services publics économique et financier !

Il suffit pourtant d'aller à la rencontre des agents pour constater que les conditions de travail se dégradent chaque jour avec une souffrance au travail de plus en plus marquée par des drames humains.

Seul leur grand professionalisme et leur sens du service public permettent d'obtenir encore des résultats significatifs. Mais jusqu'à quand ?

FO Finances a demandé à de multiples reprises aux ministres de justifier leur politique de suppressions d'emplois sous le prisme des seules missions dévolues. Leur silence fut assourdissant!

FO Finances récuse cette course en avant qui n'a pour but que de satisfaire les marchés et les agences de notation.

Paris, le 22 Juin 2011





